

**MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE
DE L'ALPHABETISATION ET DES
LANGUES NATIONALES**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

***TENDANCES RECENTES ET SITUATION
ACTUELLE DE L'EDUCATION ET DE LA
FORMATION DES ADULTES (EdFoA) :***

***Rapport national de la République du Mali
2003-2009
MEBALN***

Avril 2008

SIGLES ET ABREVIATIONS

A C A L A N :	Académie Africaine des Langues
A C O D E P :	Appui aux Collectivités Décentralisées pour un Développement Participatif
A E :	Académie d'Enseignement
A N I C T :	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
A P E J :	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
CAD :	Cellule d'Appui à la Décentralisation
C A F :	Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle
C A F é :	Centre d'Apprentissage Féminin
C A P :	Centre d'Animation Pédagogique
C D M T :	Cadre de Dépenses à Moyens Termes
C E D :	Centre d'Education pour le Développement
CFPM :	Centre de Formation Professionnel de Missabougou
C N E :	Centre National de l'Education
C N R-E N F :	Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle
C P S :	Cellule de Planification et de Statistique
CVC :	Compétences de Vie Courante
C S L P :	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
D N E B :	Direction Nationale de l'Education de Base
DNEFP :	Direction Nationale de l'Emploi et de la

Formation Professionnelle

DNETP : Direction Nationale de l'Enseignement
Technique et Professionnel

DNUA : Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation

E N F : Education Non Formelle

E P T : Education Pour Tous

F A F P A : Fonds d'Appui à la Formation
Professionnelle et à l'Apprentissage

I L A B : Institut des Langues Abdoulaye BARRY

MEBALN : Ministère de l'Education de Base, de
l'Alphabétisation et des Langues Nationales

O N G : Organisation Non Gouvernementale

P I S E : Programme d'Investissement Sectoriel de
l'Education

P R O D E C : Programme Décennal de Développement de
l'Education

P T F : Partenaire Technique et Financier

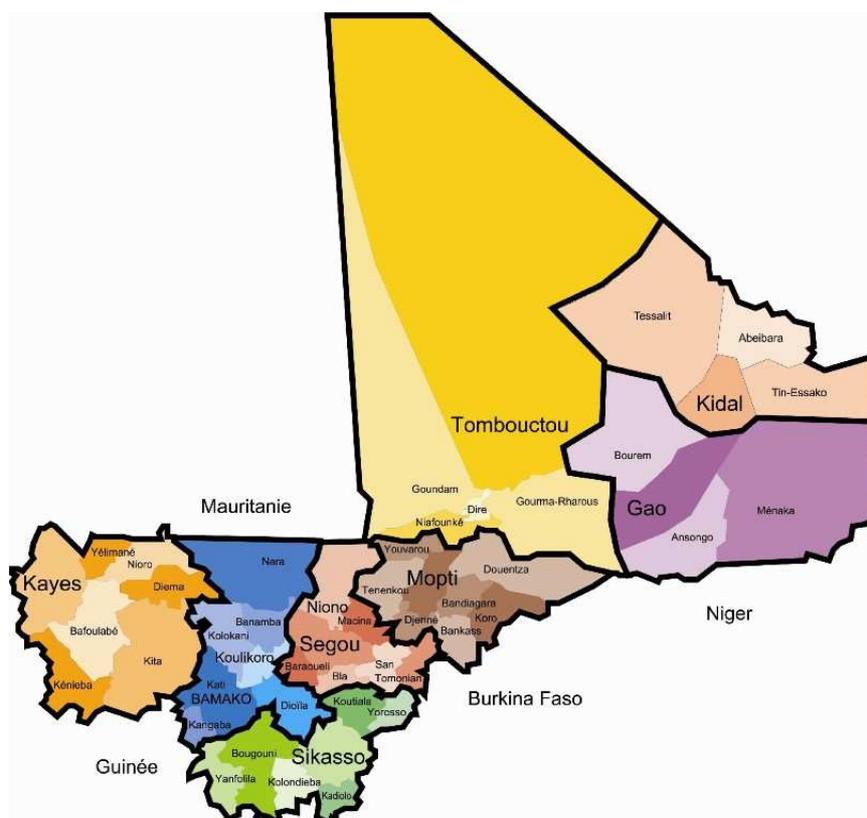
INTRODUCTION

Pays enclavé de l'Afrique de l'Ouest, le Mali couvre une superficie de 1.241 238 km² et compte 12 millions d'habitants.

Ce vaste pays se caractérise par :

- l'importance numérique de la population rurale (plus de 7 millions),
- un taux de croissance démographique d'environ 3,7% par an,
- un taux élevé des jeunes de moins de 15 ans (49%) ; les femmes représentent 51% de la population, les hommes 49%.
- une économie nationale essentiellement dominée par l'agriculture,
- la grande pauvreté des populations...

Ces caractéristiques placent le Mali dans une position de vulnérabilité face aux défis du développement. Or, il est reconnu qu'un des services sociaux de base déterminant dans l'édification d'un développement durable est l'éducation. C'est pourquoi, ce secteur a toujours été au centre des préoccupations du peuple malien et des gouvernements qui se sont succédés.



Au Mali, l'alphabétisation est considérée comme une composante essentielle de l'éducation non formelle qui, elle, se définit comme *une forme d'éducation organisée et dispensée aux adultes analphabètes hommes et femmes et aux enfants (garçons et filles) non scolarisés ou déscolarisés précoces, en dehors des structures classiques d'enseignement héritées de la colonisation.*

L'Education Non Formelle comprend les Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF), les Centres d'Education pour le Développement (CED), et les Centres d'Apprentissage Féminins (CAFé).

CONTEXTE

Suite au bilan à mi parcours de la CONFINTEA V, tenu en Thaïlande en 2003, à la Conférence de la Maison Blanche de 2006, à la conférence régionale de l'UNESCO tenue à DOHA, au Qatar en Mars 2007, à celle qui s'est tenue à Bamako en septembre 2007, le Mali, à travers les plus hautes autorités de l'Etat, s'est engagé résolument à donner une réponse concrète aux préoccupations soulevées par l'analphabétisme dans le pays.

En effet, un mois après la Conférence de Bamako, le Président de la République du Mali, Amadou Toumani TOURE traduisait en actes sa volonté d'accorder une place de choix à l'alphabétisation dans les reformes éducatives, par la création d'un Ministère spécifique dénommé « Ministère de l'Education de Base, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales (MEBALN) ». Un programme vigoureux d'alphabétisation est en train de se mettre en place et portera sur la période 2008-2012.

Au titre de l'implication de l'Etat dans le financement des activités d'éducation et de formation des adultes, conformément aux attentes de la Conférence régionale de septembre 2007, la part du budget de l'Education alloué à l'Education non formelle passera de 1% à 3%. D'autres initiatives sont développées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation et de l'Initiative pour l'Alphabétisation, savoir pour pouvoir (LIFE).

1. POLITIQUES, LEGISLATION ET FINANCEMENT

1.1. Cadres législatif, politique et administratif de l'Education et de la Formation des Adultes

1.1.1. Cadres législatif et politique

Au Mali, l'EdFoA s'inscrit dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration des services des Ministères en charge de l'Education et de la formation professionnelle.

Elle se caractérise par une libéralisation des actions d'alphabétisation et par une gestion dans un cadre partenarial où interviennent à des degrés divers les techniciens des services centraux et déconcentrés des Ministères en charge de l'Education et de la formation professionnelle et d'autres départements ministériels, la société civile, les partenaires techniques et financiers, les collectivités Territoriales, les communautés à la base.

Plusieurs lois et documents ont été adoptés. On peut citer entre autres :

- loi n° 99- 046 du 28 Décembre 1999 portant Loi d'orientation sur l'Education ;
- la Loi n° 95- 034 du 12 Avril 1995 portant code des Collectivités Territoriales relative à la décentralisation de l'éducation ;
- la loi N° 096-046 portant promotion des langues nationales en République du Mali ;
- le Décret n° 04- 576 /P-RM du 21 Décembre 2004 portant création de Centres Féminins de Formation et d'Appui pour le Développement en milieu rural à Ouélessébougou et à Dougouwolo,
- le Décret n° 04 – 585 / P-RM du 21 Décembre 2004 déterminant le cadre organique du Centre Féminin de Formation et d'Appui pour le Développement en milieu rural de Ouélessébougou,
 - l'Arrêté n° 05 / 135 / MPFEF-SG du 3 Juin 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Centres Féminins de Formation et d'Appui pour le Développement en milieu rural de Ouélessébougou et de Dougouwolo,
- Le Décret n° 07-470 / P.RM du 04 Décembre 2007 portant institution du Ministère de l'Education de Base, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales ;
- Le Programme Décennal de développement de l'Education (PRODEC) pour la période 2000-2010 ;
- Le Premier Forum National sur l'Education Non Formelle 29 octobre 1^{er} novembre 2001 ;
- Le Programme d'Investissement Sectoriel de l'Education (PISE I 2001-2004 et PISE II 2004-2007 ;

- Le Plan d'Action pour la mise en œuvre de la décennie des Nations-Unies pour l'alphabétisation (DNUA 2003-2012) ;
- Le Document de Politique Nationale de l'Education Non Formelle adopté en Conseil des Ministres le 17 Janvier 2007 ;
- le document « Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté » ;

Ces lois et documents importants donnent beaucoup de chance de développement de l'EdFoA au Mali.

1.1.2. L'EdFoA est une composante de l'Education non formelle ; le document de politique de l'Education Non formelle retient 9 objectifs relatifs à l'EdFoA, tandis que la Loi d'orientation sur l'Education lui accorde une large importance en son article 12, en prévoyant :

- de porter le taux d'alphabétisation des adultes à au moins 50% dont 40% pour les femmes,
- de permettre à au moins 50% de jeunes déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans d'accéder à un apprentissage minimum.

1.1.3. L'EdFoA est gérée au niveau gouvernemental par le Ministère de l'Education de Base, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales (MEBALN) à travers deux structures centrales que sont la Direction Nationale de l'Education de Base (DNEB) et le Centre National des Ressources de l'Education Non formelle (CNR-ENF). Les autres Ministères concernés sont ceux de l'Agriculture, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, du Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, de celui de la Santé, du Ministère du Développement Social et des Personnes Âgées, de celui de l'Artisanat et du Tourisme, du Ministère de l'Elevage et de la Pêche.

La caractéristique essentielle de l'EdFoA au Mali est que celle-ci s'exécute dans un contexte de décentralisation et de déconcentration ; ce qui conduit à une responsabilisation plus accrue à la base. Les communautés (conseils de village, comités d'animateurs, auditeurs), les Collectivités Territoriales (communes, Haut Conseil des collectivités), les organisations de la société civile (ONG, Associations, chambres de métiers, organisations paysannes), les services déconcentrés du MEBALN, jouent un rôle de plus en plus déterminant dans la mise en œuvre des activités d'alphabétisation et de formation des adultes. La décentralisation de l'EdFoA est sous- tendue par la Loi n° 95- 034 du 12 Avril 1995 portant code des Collectivités Territoriales qui dans son article 14 stipule que les Collectivités Territoriales sont responsables de la politique de création et de gestion des équipements collectifs pour l'alphabétisation.

1.1.4. Pour que les politiques de l'EdFoA et les stratégies d'application puissent mieux s'articuler, le matériel didactique destiné à l'alphabétisation des adultes a

été révisé sur la base d'un nouveau curriculum en tenant compte des compétences de vie courante (CVC). Ces compétences permettent à l'adulte de faire face aux défis de son temps en ayant des comportements positifs face aux demandes multiples et variées de la vie quotidienne. Elles doivent lui permettre de prendre des décisions avec discernement, de protéger sa santé, de communiquer avec les autres, de gérer les aléas de son environnement afin de vivre une vie utile pour lui-même et pour la société.

Huit (8) domaines de compétence ont été retenus dans les manuels. Ce sont :

- l'Education ;
- la Santé, la Nutrition et l'Hygiène ;
- l'Environnement ;
- le Genre et la protection de la femme et de l'enfant ;
- la Culture de la paix, les droits humains et la citoyenneté ;
- le Leadership ;
- l'Intégration socio-économique ;
- les IST et le VIH/SIDA.

1.1.5. Les principaux obstacles au développement de l'EdFoA au Mali sont :

- la faiblesse des ressources allouées au sous secteur ;
- l'insuffisance de coordination des activités : faible niveau de concertation et de collaboration entre les intervenants qui sont multiples ;
- le manque de programmation annuelle des activités avec les intervenants ;
- la non capitalisation des expériences en éducation et en formation et leur non intégration dans les plans de développement des collectivités territoriales ;
- la non rémunération des néo alphabètes formés et utilisés dans les activités de développement ;
- l'insuffisance de ressources humaines, financières, matérielles et logistiques au niveau des services déconcentrés de l'Education (Académies d'Enseignement, Centres d'Animation Pédagogique) pour assurer le suivi des activités d'alphabétisation et de formation. Cette insuffisance explique en partie l'absence de données fiables sur l'EdFoA ;
- la trop grande dépendance des actions d'alphabétisation des financements extérieurs ;
- l'insuffisance du budget d'Etat alloué à l'EdFoA
- le retard dans le transfert des ressources financières aux collectivités territoriales.

Des mesures sont envisagées et certaines sont déjà mises en œuvre en vue de pallier ces obstacles :

- le relèvement du taux alloué à l'ENF à 3% du budget total de l'Education ;
- l'adoption du document de politique de l'ENF par le gouvernement ;

- l'élaboration et la validation de nouveaux curricula pour l'alphabétisation et la post-alphabétisation ;
- l'élaboration dans 11 langues nationales de matériels didactiques tenant compte des CVC et de l'équité genre ;
- la création et le fonctionnement régulier d'un espace de concertation au CNRENF et qui regroupe acteurs de l'Etat, société civile et partenaires techniques et financiers ;
- la dotation progressive des AE et CAP en moyens logistiques et financiers pour le suivi rapproché et la collecte des données ;
- l'élaboration et la mise à la disposition des agents terrain d'outils harmonisés informatisés de suivi et de collecte de données sur tous les aspects de l'ENF ;
- l'intégration des statistiques relatives à l'ENF dans l'annuaire statistique de la CPS ;
- l'élaboration des plans d'actions (Plan d'action triennal de la Politique nationale de l'éducation non formelle 2007-2009), Plan d'action quinquennal pour le développement de l'éducation non formelle 2008-2012)
- la prise en compte des activités de l'ENF dans les plans de développement des Communes .

Ces plans ont pour but de contribuer à la réalisation des objectifs d'Education Pour Tous (EPT), des objectifs de la DNUA, des objectifs du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

1.2.Objectifs prioritaires en EdFoA : Il s'agit de

- répondre à la demande locale d'alphabétisation et d'éducation des adultes de 15 à 50 ans, dont au moins 60% de femmes, en mettant l'accent sur les zones faiblement couvertes par l'offre éducative ;
- répondre à la demande locale d'éducation de base des enfants de 9 à 15 ans non scolarisés ou déscolarisés précoces, avec au moins 50% de filles ;
- offrir des opportunités de formation qualifiante à tous les finalistes des CED, des CAFé, et à au moins 30% des néo-alphabètes issus des CAF;
- favoriser l'insertion socio-professionnelle des bénéficiaires de la formation qualifiante ;
- développer les curricula de l'ENF en rapport avec les finalités de l'éducation et les réalités socioéconomiques et culturelles ;

La réalisation de ces objectifs doit concourir à :

- A. la promotion individuelle : La loi fondamentale du pays dit que tous les maliennes et maliens ont droit à une éducation de base gratuite ; l'Etat se doit donc d'assurer le minimum éducatif à tous les citoyens sans considération d'âge, de sexe, de religion ou d'ethnie. Spécifiquement, il s'agit dans l'EdFoA d'apprendre à lire, à écrire, calculer et à acquérir des compétences de vie courante,

compétences qui doivent être réinvesties pour assurer l'autopromotion.

- B. la promotion collective : les compétences acquises par l'individu doivent lui servir, mais pas lui seul. Il est important que les acquis puissent servir le village ou le quartier, la Commune et au-delà.
 - C. l'Appui à la décentralisation : programme incontournable et irréversible du pays, l'EdFoA y joue un rôle très important ; la réussite de cette entreprise est liée au renforcement des capacités et à la formation des ressources humaines.
 - D. la promotion de la Culture, de la paix et de la citoyenneté : des modules sont développés pour que les apprenants restent attachés à leur culture, à la paix et qu'ils soient des citoyens patriotes.
 - E. favoriser la santé familiale et la lutte contre le VIH SIDA : des modules sont développés ici aussi pour aider les adultes à mieux s'occuper de leur santé, à se prémunir du VIH SIDA et d'autres maladies graves comme la tuberculose et les MST.
 - F. l'Entretien de l'environnement : un effort notable est fait dans ce domaine pour sensibiliser les adultes à la protection de l'environnement, à travers des modules de post alphabétisation spécifiques.
- 1.1.2. *Ministères en charge de l'EdFoA* : le caractère transversal de l'EdFoA fait qu'elle est prise en charge par plusieurs Ministères à la fois : Ministères en charge de l'Education et de la formation professionnelle. L'EdFoA implique d'autres ministères Agriculture, Elevage et Pêche, X Santé, Communication, Administration territoriale et Collectivités Locales, Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Développement social et des Personnes Âgées, Artisanat et Tourisme, Environnement.
- 1.1.3. *Principaux obstacles au développement de l' EdFoA* : ils ont pour nom insuffisance de financement, insuffisance de personnes ressources qualifiées pour les formations, insuffisance de matériel didactique et d'infrastructures équipées pour la formation pratique...
- 1.1.4. *Autres politiques ayant un impact sur l' EdFoA* : la loi d'orientation agricole, la politique de décentralisation, le document de politique nationale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté

1.2. Financement de l' EdFoA

1.2.1. Investissements publics dans l' EdFoA

- a) *part du budget affectée à l'Education des adultes au sein du secteur de l'Education* : l'éducation d'une manière globale reçoit la plus grande part du Budget national : 30%. Le Ministère de l'Education

de Base, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales (MEBALN) est chargé de l' EdFoA ;

Dans le CDMT, de 2004 à 2008, les prévisions pour le non formel étaient estimées de 0,6% à 2,9% du budget d'Etat alloué à l'éducation. A l'évaluation en 2008, il est encore à 1,4%. Ce qui signifie que beaucoup d'efforts doivent être faits.

Il est important de noter spécifiquement que de 2004 à 2008, l'Etat a consacré 675 millions de FCFA destinés à la rémunération de 3 000 (trois mille) Educateurs des Centres d'Education pour le Développement (CED), ce qui correspond à la formation de 90 000 adolescents de 9 à 15 ans, dont 45 000 adolescentes.

b) *part du budget affectée à l'éducation des adultes à partir d'autres secteurs :*

Structure	2005	2006	2007
FAFPA (Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage)	8 251 276 FCFA	12 486 211 FCFA	10 332 883 FCFA
APEJ (Agence Pour l'Emploi des Jeunes)	23 000 000 FCFA	23 000 000 FCFA	23 000 000 FCFA

Le FAFPA a procédé à la formation professionnelle de jeunes (filles et garçons) et d'adultes dans divers corps de métiers. L'APEJ, lui, a utilisé par an entre 23 et 25 millions de FCFA pour la formation qualifiante des finalistes CED.

c) *part de l' EdFoA dans les budgets décentralisés/locaux :* cette part est encore timide car si certaines compétences ont été transférées aux Collectivités, celles-ci n'ont pas été suivies de ressources financières conséquentes. Ce qui rend la budgétisation d'activités d' EdFoA difficile pour les Conseils communaux. Cependant, des développements positifs sont en train de se faire par rapport à l'appui que l'Agence d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) va désormais apporter en termes de construction d'infrastructures de formation des adultes.

d) *autres investissements :* à titre d'exemple, on peut citer la Banque Africaine de Développement (BAD) qui finance l'alphabétisation de **50 000 personnes** dans trois régions administratives du Mali. Ce programme qui est déjà en cours, va ouvrir **1.429 Centres** selon la stratégie du « faire-faire » avec la configuration suivante :

- Région de Mopti : 20.000 personnes dont 12.000 Femmes
- Région de Kayes : 15.000 Personnes dont 9.000 Femmes
- Région de Sikasso : 15.000 Personnes dont 9.000 Femmes

Le coût d'une personne alphabétisée est estimée dans ce projet à 20.000 FCFA (vingt mille fcfa).

1.2.2. *Investissements des donateurs bilatéraux et multilatéraux dans l' EdFoA* : on doit citer ici l'apport très important de l'UNICEF, de la Coopération Luxembourgeoise, de la Coopération norvégienne, de Plan Mali, de World Education, de World Vision et d'autres partenaires. On peut citer par exemple l'appui du Luxembourg pour la mise en œuvre du projet d'alphabétisation et de formation dans le quartier de Missabougou (District de Bamako) : le projet MLI/01/001, prévu pour 60 mois (janvier 2001-décembre 2005) pour un coût total de **1.600.452.325 F CFA** dont 1.450.452.325 F CFA comme contribution du Luxembourg et 150.000.000 F CFA comme contribution du Mali (gouvernement et communauté).

1.2.3. *Soutien du secteur privé à l' EdFoA* : ce secteur qui ne trouve pas encore ses propres marques, est peu présent dans l'alphabétisation et la Formation des Adultes.

1.2.4. *soutien de la société civile à l' EdFoA* : il est très divers et peu connu du point de vue des résultats atteints et des financements obtenus pour arriver à ces résultats.

1.2.5. *Contribution des apprenants à l' EdFoA* : elle se manifeste de plusieurs manières :

- contribution physique : construction de centres, culture de champs ;
- contribution en nature (sur les récoltes le plus souvent)
- frais d'inscription dans les cas où l'alphabétisation débouche sur une formation qualifiante (cas de Missabougou, de la formation dual du FAFPA...)

1.2.6. *Autres appuis à l' EdFoA* : l'UNESCO, sans être une structure de financement, appui beaucoup le sous secteur de l' EdFoA, en terme d'accompagnement technique, de soutien financier à certaines activités des structures d'état (élaboration de document de politique nationale ENF, divers séminaires et études relatives au sous secteur...).

1.2.7. *quels repères en matière de financement ?* ils sont directs (appui budgétaire, appui bilatéral,) et indirects (financement à travers les organisations de la société civile). Le financement de l'Etat est relatif au fonctionnement des structures en charge de l'ENF et à la contribution à des projets et programmes.

2. QUALITE DES SERVICES D'EDUCATION ET DE FORMATION DES ADULTES : OFFRE, PARTICIPATION ET ACQUIS

2.1. Offres d'EdFoa et cadres institutionnels

2.1.1. Les offres d'éducation et de formation

Au Mali, les offres d'éducation et de formation, même si elles ne couvrent pas entièrement toute la demande éducative, sont cependant assez diverses et se répartissent ainsi qu'il suit :

a) La formation initiale

Elle a pour objet d'apprendre à lire, écrire et calculer en langues nationales et s'adresse aux adultes analphabètes, hommes et femmes, du milieu rural et urbain, et aux alphabétisés en français.

b) La consolidation

Elle vise à consolider les acquis de la formation initiale pour éviter le retour à l'analphabétisme et pour préparer la phase de la post alphabétisation.

c) Les formations en post alphabétisation

Elle se présente comme un ensemble de formations spécifiques liées aux objectifs de développement en général et communautaire en particulier, et a pour objet de préparer les néo alphabètes à assurer pleinement leur rôle d'acteurs de développement.

Une approche innovante appelée formation supérieure des néo alphabètes a été développée pour répondre à cette demande forte de formation des néo alphabètes. Les thèmes développés sont directement liés au développement socio économiques des villages et aux enjeux de la décentralisation : paludisme, hygiène, assainissement, protection de l'environnement, connaissance de ma commune, différentes techniques agricoles... etc.

d) Les formations continues et les recyclages

Elles visent à approfondir les connaissances sur un domaine déterminé et à apporter les ré médiations pédagogiques indispensables par rapport à des difficultés ciblées. Elles portent essentiellement sur la maîtrise des règles de transcription, d'orthographe et de grammaire des langues nationales.

La formation assurée par l'Institut pour le Développement Economique et Social (IDES)

Ce centre de formation créé en 2005 à Bamako et dont l'ouverture officielle a été faite en 2006 par un promoteur privé accueille les publics de niveau

universitaire BAC+2, et les cadres supérieurs de niveau BAC +4 pour leur donner une formation de techniciens supérieurs en développement local.

Cette formation est assurée dans les filières suivantes :

- ✚ Andragogie ;
- ✚ Décentralisation ;
- ✚ Communication pour le développement ;
- ✚ Développement communautaire ;
- ✚ Planification ;
- ✚ Elaboration et suivi de projet ;
- ✚ Economie sociale et solidaire ;
- ✚ Calcul de rentabilité économique
- ✚ Informatique et technique d'expression.

e) La formation qualifiante

La formation qualifiante a pour objectif de développer des attitudes, des connaissances et des compétences nécessaires pour l'exercice d'un emploi et/ ou d'un métier.

Il faut aussi comprendre par formation qualifiante l'ensemble des mesures adoptées en vue de l'acquisition ou du perfectionnement de compétences et de connaissances permettant de mieux exploiter un outil de production donné ou d'assurer une meilleure prestation.

✚ Types de formation qualifiante

De la définition générale donnée, plusieurs types de formation existent parmi lesquels nous nous appuierons sur celui appelé formation par apprentissage.

- **l'apprentissage sur le tas ou apprentissage traditionnel** : il se fait de père en fils ou par parrainage ; les normes sont séculaires et la production ne connaît pas de changement ; sa durée est très longue ; pas de guidage dans la progression, partant, pas de programmes de formation,

- **l'apprentissage de type dual** : elle s'est formalisée au Mali depuis près de vingt ans (1989). Ses caractéristiques portent sur :

- a) l'appartenance de l'apprenant à un atelier sociétaire d'une association d'artisans ;
- b) l'existence d'un test d'entrée en apprentissage ;
- c) la formation en alternance sur deux lieux (atelier et centre) ;
- d) l'existence de programmes de formation et de supports de cours etc. ...)

✚ Finalité de la formation qualifiante des finalistes CED

La formation qualifiante des finalistes CED a pour objectif essentiel l'insertion socio-économique des apprenants, mieux, leur qualification aux métiers et aux emplois liés au développement de leur localité de résidence.

Dispositif de la formation qualifiante pour les finalistes CED

Conformément aux quatre composantes du PISE II, l'atteinte des objectifs pour l'année I du programme est appréciée ainsi qu'il suit malgré des problèmes sous-jacents :

Composante II éducation de base

Sous composante I (non formelle) :

- *en terme d'accès* : elle fait référence à la disponibilité des infrastructures d'accueil pour la formation ; pour ce faire, le département en charge de la formation qualifiante avec la contribution de toutes les structures impliquées dans l'encadrement des CED, a tenu des séances de travail dont les résultats ont retenu le dispositif suivant :

Les entreprises artisanales animées par des maîtres d'apprentissage ou tuteurs sont les lieux privilégiés de la formation qualifiante des finalistes ; cependant, pour faire la différence avec l'apprentissage traditionnel, la formation en atelier sera alternée pour une courte durée avec celle d'un centre de proximité ou par l'organisation de pôles de formation selon les filières et animés par des spécialistes ou par des formateurs endogènes ; ceci pour familiariser les apprenants aux techniques et technologies modernes.

Le PISE II prévoit des ressources pour la prise en charge de ces différentes prestations.

- *en terme de Qualité* : elle se base sur des dispositifs d'ordre pédagogique et didactique ; à ce niveau, beaucoup de problèmes existent notamment :
 - le niveau de qualification des maîtres d'apprentissage ;
 - le niveau d'équipement des entreprises artisanales ;
 - l'inexistence des programmes de formation adaptés, de supports de cours en langues nationales et de guides d'apprentissage dans les ateliers artisanaux ;
 - la disparité de contenu des formations dispensées par différents intervenants ;
 - l'inégalité de la durée de formation par filière ;
 - enfin, le déséquilibre d'outillages entre les pôles et / ou des centres de formation par rapport aux entreprises artisanales.

La composante qualité couvre bien de problèmes et prioritairement celui du niveau de qualification au métier des finalistes CED.

Ceux qui sont formés dans les conditions actuelles, n'ont souvent pas de marché et de clients réguliers parce que leurs prestations ou leurs productions ne sont pas compétitives, comparativement à l'artisan du village.

C'est pourquoi l'accréditation du niveau d'un finaliste CED en fin de cycle de formation qualifiante ne nous semble pas homologable au CAP. Des exemples existent dans la sous région qui pourrons nous inspirer au moment venu.

L'année I du programme prévoit pour juguler ces difficultés, la sélection dans toutes les régions de maîtres d'apprentissage aux compétences avérées par filière et leur perfectionnement ; 300 ateliers seront équipés pour ce faire.

Il est prévu également l'adaptation à l'apprentissage dans les ateliers des programmes et supports de cours développés par le CNR-ENF pour le centre de formation qualifiante de Missabougou ; cette activité est déjà en exécution par l'UFAE/MB dans le cadre d'un partenariat avec Lux Développement.

Un atelier national est prévu pour la normalisation de ce dispositif de qualité.

➤ *en terme de Gestion :*

Le management d'un dispositif tel que présenté ici ne saurait être l'œuvre d'une seule structure. Il exige la mise en place d'un partenariat dynamique entre collectivités, structures d'appui et intervenant de terrain.

Aujourd'hui, une multitude d'acteurs se propose d'encadrer les finalistes CED dans le cadre du développement local : le CNRENF, la DNFP, l'APEJ, l'ACODEP, Plan Mali, Lux Développement et bien d'autres Organisations Non Gouvernementales.

Parmi ces intervenants, on ne peut oublier les Comités de Gestion des collectivités de base.

Il s'agit de responsabiliser tous ces acteurs dans leurs zones d'intervention en mettant en place des espaces de concertation et un mécanisme de coordination qui supervise les actions, mène un suivi-évaluation et engrange les résultats au profit de tous.

 **Stratégie de mise en œuvre :**

La formation qualifiante des finalistes CED vue comme telle est une question nationale ; sa mise en œuvre intéresse plusieurs acteurs et autant de départements ; il s'agit de les répertorier et de procéder à une répartition des rôles et tâches dans une perspective de synergie d'actions ; l'atelier national devra également statuer sur cet aspect.

 **La formation pré professionnelle des néo alphabètes**

Pour assurer la formation pré professionnelle des néo alphabètes dans une filière de développement, le centre de formation qualifiante des néo alphabètes a été créé.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du sous secteur non formel de l'éducation, le MEBALN, à travers le CNR-ENF et avec l'appui financier du Grand Duché de Luxembourg a exécuté un programme intitulé : « Alphabétisation Fonctionnelle et Appui aux Initiatives de développement des Jeunes et des Femmes dans le quartier de Missabougou en commune VI du District de Bamako».

Ce programme vise à améliorer les conditions de vie des couches défavorisées de Missabougou à travers l'appui aux volets suivants : éducation, santé de base, moyens de production, renforcement institutionnel.

Pour le volet appui à l'éducation, le programme devrait alphabétiser les jeunes (jeunes filles et jeunes hommes analphabètes ou déscolarisés précoces) et les femmes, assurer leur formation qualifiante et promouvoir l'éducation préscolaire.

Pour satisfaire ces besoins de formation des jeunes et des femmes, un centre multifonctionnel a été construit et équipé sur une superficie de 4 hectares.

La méthode d'apprentissage retenue est la formation par alternance qui permet d'assurer une partie de la formation au centre et l'autre partie dans des ateliers ou entreprises de production. La formation qui est qualifiante sera de type modulaire.

Le niveau de qualification est le certificat de fin d'apprentissage.

Le centre qui a ouvert ses portes le 1er Août 2005, comprend 14 filières de formation : mécanique- auto, tôlerie- auto, menuiserie métallique, menuiserie bois, maçonnerie, électricité bâtiment, électronique, froid- climatisation, plomberie, coupe- couture, teinture, coiffure, transformation agro-alimentaire, animation de centre d'alphabétisation.

Après le retrait du partenaire technique et financier (Août 2006), le centre a été placé sous la tutelle du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sur décision du Premier Ministre.

L'effectif total inscrit au CFPM du 1er Août 2005 à fin Août 2006 est de 195 apprenants dont 105 filles et femmes.

Les examens de fin de cycle au niveau de toutes les filières démarrées ont eu lieu après le retrait du CNR-ENF.

Quant à la formation qualifiante des femmes, elle s'effectue au cours de la mise en œuvre des activités génératrices de revenus : maraîchage, transformation agro-alimentaire, saponification, teinture, gestion. Elle a été assurée par

l'encadrement technique du projet et certains partenaires techniques pour les membres de la coopérative.

Filières ouvertes au CFPM du 1er Août 2005 au 30 Août 2006

N°	Filières	Durée de formation	
		Nb. heures	Nb. mois
1.	Mécanique auto	1455	12
2.	Menuiserie métallique	1580	13
3.	Electricité bâtiment	825	8
4.	Electronique	720	8
5.	Froid/Climatisation	508	7
6.	Teinture	618	5
7.	Coiffure	396	4
8.	Coupe- couture	512	5
9.	Plomberie sanitaire	840	7
10.	Menuiserie bois	644	6
11.	Animation centre d'alpha.	402	4
12.	Transformation agro-alimentaire	376	3
13	Maçonnerie	885	8

La durée de formation dans les filières varie de 3 à 13 mois.

La menuiserie métallique observe la durée la plus élevée, avec 13 mois ; ensuite la mécanique auto avec 12 mois.

Les filières qui prennent peu de temps de formation sont la transformation agro-alimentaire, l'animation de centre d'alpha, et la coiffure avec 4 mois de formation chacune.

La filière Carrosserie auto (tôlerie) d'une durée de 368 heures (4 mois) est en instance de mise en œuvre.

Dans le cadre de la promotion de l'auto- emploi des jeunes que le CFPM forme, un fonds de garantie a été déposé au niveau d'une structure de micro finance dénommée **Kafo Jiginè** (greniers de la communauté)

Les jeunes formés doivent se regrouper en GIE pour bénéficier de crédit auprès de **Kafo Jiginè**.

En août 2006, deux (2) GIE s'étaient formés et ont bénéficié de crédit.

2.1.2 Cadres institutionnels

L'éducation non formelle (ENF) est gérée par les structures ou organisations suivantes :

-  La Direction Nationale de l'Education de Base (DNEB) ;
-  Le Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle (CRN-ENF) ;

- ✚ L'Institut des Langues Abdoulaye Barry (ILAB)
- ✚ Les Académies d'enseignement (AE) ;
- ✚ Les Centres d'Animation Pédagogique (CAP) ;
- ✚ Les ONG

L'ENF s'effectue dans :

- ✚ Les Centres d'Education pour le Développement (CED)

Il faut souligner le mérite et surtout l'importance du Centre d'Education pour le Développement (CED) dans notre politique éducative et aussi son rôle dans la réalisation de certains grands objectifs du millénaire, à savoir la réduction de la pauvreté, l'éducation pour tous, le développement participatif durable...

Le CED se situe au centre de la dynamique de changement positif pour le bien-être social et s'inscrit au cœur même de notre politique de lutte contre la pauvreté grâce à l'acquisition de savoirs être et de savoirs-faire pour assurer ce changement social.

Le CED constitue une réponse juste à la demande d'emploi des jeunes, une politique si chère aux autorités de la 3ème République, dont la préoccupation reste avant tout, la promotion de l'emploi des jeunes.

Le Centre d'Education pour le Développement (CED) est une initiative prise par le Département de l'Education Nationale à l'issue du sommet historique de Jomtien tenue en 1990 en Thaïlande.

Cette offre d'éducation s'adresse aux enfants non scolarisés et déscolarisés précoces de 9 à 15 ans pour dispenser un minimum éducatif en 4 ans et pour assurer une formation qualifiante en 2 ans.

- ✚ **Les centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF)** pour les publics de 16 ans et plus, hommes et femmes, en vue de leur apprendre les connaissances de base en lecture, écriture et calcul.

- ✚ **Les Centres d'Apprentissage Féminins (CAFé)** : ils sont créés pour les jeunes filles et jeunes femmes analphabètes en vue de leur alphabétisation et leur formation qualifiante. Ils sont au nombre de six et reçoivent aujourd'hui des filles titulaires du Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF) non orientées dans les lycées.

- ✚ **Les Centres d'Education pour l'Intégration (CEI)**

Les CEI sont des structures éducatives non formelles qui prennent elles aussi en charge les enfants non scolarisés et déscolarisés de 9 à 15 ans, tout comme dans les CED.

La particularité ici est que le CEI utilise les langues transfrontalières comme médiums de formation et d'apprentissage. C'est un espace socio éducatif communautaire implanté le long des « frontières » Mali-Burkina, dans un premier temps, et le long des « frontières » Mali-Guinée, Mali-Sénégal, dans un second temps.

Le CEI constitue un puissant facteur d'intégration sous régionale en permettant de rapprocher les peuples et les Etats par l'Education non formelle, en transformant les frontières entre ces Etats en points de suture et non de rupture.

La culture de la paix , de la démocratie, des droits de l'homme et du citoyen dans un espace social et économique faisant de plus en plus l'objet de convoitise et de conflits armés trouvera ici toute son importance.

Le CEI, en plus du tronc commun (connaissances instrumentales de base), développe des modules relatifs à l'agriculture, l'élevage, la pêche et d'autres. Mais il travaille surtout à l'intégration des peuples à travers les modules relatifs à la culture de la paix, du bon voisinage et de la citoyenneté.

2.2. La participation à l'éducation et à la formation des adultes

Au Mali, les curricula et programmes de formation des adultes sont destinés aux publics suivants :

Les adolescents (filles et garçons) et les adultes hommes et femmes de 16 à 55 ans, issus du milieu rural et urbain et exerçant diverses fonctions : agriculteurs, éleveurs, maraîchers, commerçants, artisans, jeunes diplômés, cadres de l'administration, personnel des collectivités territoriales ...etc

2.2.1 Institutions chargées de la gestion et de la coordination de l'EdFoA :

Elles ont pour nom :

- CNRENF et DNEB du côté du MEBALN ;
- DNEFP du côté du MEFP ;
- CCA ONG, SECO ONG, CAFO du côté des ONG et de la Société civile.

En outre, il est important de souligner que plus d'une dizaine de Départements ministériels participent à la gestion et à la coordination de l'EdFoA : Agriculture, Elevage et Pêche, Santé, Communication, Administration territoriale et Collectivités Locales, Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Développement social et des Personnes Âgées, Artisanat et Tourisme, Environnement.

2.2.2. Description des programmes

Programmes	a) Fournisseur/acteur	b) Domaine d'apprentissage	c) Groupe	e) co	f) sources
------------	-----------------------	----------------------------	-----------	-------	------------

							Cible	ût	finances
	Public/Etat	OSC	Privé	Compétences générales	Comp. Tech.	Prod. savoir ; Innovat.			
Formation initiale	x	x	x	Lecture, écriture, calcul		Rédaction simple	Jeunes, hoies et femmes		Etat, OSC, ONG
Formations en post-alpha	x	x	x	Autogestion, gestion simplifiée, participation + accrue aux activités du milieu	Résolution de problèmes + ou - compliqués	Rédaction administrative	Jeunes, hoies et femmes		Etat, OSC, ONG
Formation qualifiante	x	x	x	Gestion, qualification	Appropriation de Technique et de technologie	Rédaction, tenue comptable	Jeunes, hoies et femmes		Etat, OSC, ONG privé

2.3. Suivi et évaluation des programmes et appréciation des résultats

2.3.1. *Méthodes employées pour évaluer les résultats obtenus* : Le suivi-évaluation est une activité permanente dans toutes activités humaines et éducatives. Le suivi-évaluation est pratiqué dans l'éducation formelle et aussi les programmes d'éducation des adultes.

Pour ce faire, un dispositif a été mis en place pour l'exécution de l'activité.

Le dispositif de suivi-évaluation

Le dispositif comprend les structures en charge du suivi-évaluation et les acteurs qui interviennent.

Au Mali, le suivi-évaluation de l'éducation des adultes est pratiqué tant au niveau national, régional que communautaire ; il est structuré comme suit :

- Le suivi de proximité (local) des Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF), des Centres d'Education pour le Développement (CED), des Centres d'Apprentissage Féminin (CAFé) est assuré par les comités

d'alphabétisation, les comités de gestion, les animateurs, les éducateurs, les Centres d'Animation Pédagogique (CAP) et les opérateurs ;

- Le suivi régional des CAF, CED et CAFé est assuré par les Académies d'Enseignement ;
- La supervision nationale est assurée par la DNEB et le CNR-ENF en collaboration avec la Cellule de Planification et de Statistique (CPS) et la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Education (CAD-DE)
- L'évaluation des acquisitions est assurée par les CAP en collaboration avec les opérateurs ;
- L'évaluation des programmes est assurée par les Académies d'Enseignement en collaboration avec les intervenants et les collectivités ;
- Les séminaires bilans régionaux et nationaux, regroupant tous les intervenants pour faire la situation et analyser les forces et faiblesses de leur programme, faire des recommandations et tirer des conclusions.

2.3.2. Outils de suivi et d'évaluation des programmes

a) Les outils

Au Mali, pour mener à bien les activités de suivi-évaluation, le service chargé de l'éducation des adultes utilise les instruments suivants :

- Le guide d'entretien ;
- les épreuves orales ;

Ces deux techniques portent sur les connaissances et les habiletés intellectuelles

- la grille des 12 niveaux (pour déterminer les néo-alphabètes) ;
- les fiches et grilles d'analyse ;
- L'observation directe.

Pour garantir leur bonne pratique, un atelier a réuni tous les acteurs intervenants dans le sous secteur pour actualiser et harmoniser les outils à cet effet, des indicateurs clés ont été retenus par rapport à l'accès, à la qualité et à la gestion.

b) les formes d'évaluation

➤ **L'évaluation diagnostique**

Elle précède la mise en œuvre des programmes et a pour but de faire le point de la situation et le recensement des besoins des communautés ciblées.

➤ **L'évaluation formative**

Ce type d'évaluation est utilisé non pas pour noter ou juger les Educateurs et les apprenants, mais plutôt pour déterminer l'efficacité de l'enseignement et de l'apprentissage. Elle permet surtout et avant tout de déterminer non seulement les solutions pédagogiques mais aussi les aspects à améliorer, une mesure de contrôle de qualité des apprentissages. C'est une approche qui consiste à fournir aux décideurs de l'information relative à l'efficacité d'un programme, d'un produit et d'un processus.

➤ **L'évaluation pédagogique**

Elle porte sur le processus enseignement/apprentissage et permet de déterminer le niveau des apprenants en lecture, écriture et calcul.

2.3.3. Utilisation des résultats obtenus :

Les résultats nous permettent de faire :

- Des recommandations par rapport aux différentes méthodes d'enseignement autrement dit de revoir nos pratiques en la matière et nos programmes ;
- De reformuler nos politiques en matière d'éducation des adultes ;
- De prendre des décisions ;
- De connaître les différents intervenants et harmoniser nos outils ;

- L'utilisation des néo-alphabètes à toutes les décisions les concernant à tous les niveaux et dans les domaines économique, social, culturel et politique ;

Les résultats doivent aboutir à une certification des apprentissages en vue d'encourager le public cible de l'alphabétisation. Cette préoccupation a été maintes fois exprimée par les néo-alphabètes et autres acteurs avisés du sous secteur.

2.3.4. Quels repères pour les résultats :

Les repères correspondent aux résultats car ils sont fonction des objectifs qu'on se fixe.

Les repères réalistes qu'on pourrait se fixer porteront par exemple sur :

- Des indicateurs de l'évaluation de l'impact de l'alphabétisation au Mali ;
- Des indicateurs d'insertion socio-économique et professionnelle ;
- Des repères sur l'état des lieux de l'ENF au Mali ;
- Le taux réel de l'alphabétisation des adultes au Mali ;
- Des indicateurs sur l'alphabétisation des femmes.

2.4. Statut et formation des personnels (enseignants/facilitateurs)

2.4.2. *Niveaux de qualification exigés des Enseignants/facilitateurs* : pour les CAF, le niveau de qualification exigé est le second cycle de l'Enseignement fondamental et l'attestation de formation à la transcription de la langue nationale. Quant aux CED, il est relevé au niveau Baccalauréat ou équivalent. Concernant la formation qualifiante, le BT ou le CAP sont demandés. Il est vrai qu'à défaut de ces compétences citées plus haut, on fait recours à des artisans locaux qui n'ont aucune formation pédagogique mais qui ont de bonnes compétences techniques.

2.4.3. *EdFoA comme profession* : la tendance se dessine aujourd'hui et un projet de création d'un centre de formation de formateurs d'adultes est envisagé.

2.4.4. *Proportion Enseignants/Facilitateurs EdFoA dans le pays* : les Enseignants sont de loin les plus nombreux dans le pays.

2.4.5. *Conditions de travail et de rémunération des personnels EdFoA* ; les facilitateurs EdFoA reçoivent des indemnités de formation, indemnités qui varient d'une zone géographique à l'autre, d'un

partenaire à l'autre. Seuls les Educateurs CED ont le même niveau d'indemnités à travers tout le pays : 25 000 FCFA/mois.

3. RECHERCHE, INNOVATION ET BONNES PRATIQUES

3.2. Etat de la recherche en éducation des adultes

A) Secteur des OSC :

3.1.1 Principaux travaux de recherche en éducation des adultes réalisés au cours des 5 ans

Différents partenaires ont eu à entreprendre au cours des cinq dernières années des travaux de recherche prospective en vue de la promotion de l'alphabétisation.

Il s'agit notamment de ICCO, de World Education, de Plan Mali, A cela s'ajoute les études menées par l'UNICEF et l'UNESCO en accompagnement du Gouvernement du Mali.

☞ **Concernant ICCO**

En vue d'entreprendre un programme d'alphabétisation à travers une approche multi-acteurs, ICCO a mené en avril 2007 une étude sur les pratiques de 14 ONG au Mali.

☞ **Concernant World Education .**

De septembre 2003 à mars 2005, World Education a initié une expérimentation de l'alphabétisation des femmes et des filles dans le cercle de Koulikoro

☞ **Concernant Plan Mali.**

Dans le cadre de l'utilisation de l'approche Reflect , Plan Mali a menée une étude sur les modalités d'implantation ou de mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation basée sur l'utilisation de l'approche Reflect dans ses zones d'intervention (Kati, Kita, Kangaba, et Baraouéli).

3.1.2 Principales questions abordées et soulevées par ces études

☞ **Concernant ICCO**

Elle a concerné les expériences de quatorze (14) ONG au Mali dont 6 déjà partenaires de ICCO (AMSS, OMAES, AED, AFEM, AMADE, GRAT) et 8

non partenaires de ICCO (ASG, EVEIL, GADS, ENDA, IEP, J&D, AFAR, GRAIP) et, a consisté à un état de lieux exhaustif de l’alphabétisation au Mali.

☞ **Concernant World Education**

Elle a surtout permis de vérifier des hypothèses relatives au statut socioculturel et économique de la femme dans la zone d’intervention, ses capacités d’apprentissage et de gestion d’un centre d’alphabétisation féminin.

☞ **Concernant Plan Mali**

Cette étude a eu à faire :

- Une analyse du cadre institutionnel de l’alphabétisation,
- L’historique/l’évolution de l’alphabétisation au Mali,
- Le diagnostic des parties prenantes,
- La perception des communautés, des communes,
- Les difficultés et contraintes majeures,
- L’inventaire des intervenants clés dans les secteurs,
- Les recommandations relatives à l’approche d’intervention à utiliser par Plan Mali et une niche spécifique d’intervention en tenant compte des intervenants dans les PUs respectifs.

3.1.3 Principales conclusions de ces études

☞ **Concernant ICCO**

L’étude a permis de faire ressortir les expériences les plus partagées par les acteurs terrain et la mise en exergue des pratiques innovantes. Elle a abouti à une proposition d’axes stratégiques à ICCO par rapport à l’accès, la qualité et la gestion de l’éducation non formelle au Mali à savoir :

- **Accès :**
 1. Mobilisation des acteurs pour un meilleur accès à l’alphabétisation
 2. Renforcement de l’implication des leaders communautaires (religieux, femmes traditionnels) dans l’élaboration, la mise en œuvre des plans /programme d’alphabétisation
 3. Capitalisation et diffusion des meilleures pratiques d’accès en alphabétisation
 4. Construction, réhabilitation, équipement d’infrastructures pour l’alphabétisation

5. Augmentation du nombre d'auditeurs ayant accès aux programmes alphabétisation (selon les normes qualitatives)
6. Production régulière de statistiques fiables par rapport à l'alphabétisation pour le Mali et par région (selon les définitions internationales)

▪ **Qualité :**

1. Appui à la formation des alphabétiseurs de qualité (andragogie)
2. Institutionnalisation de la prise en charge des alphabétiseurs : réglementation
3. Développement des curricula alpha en prenant en compte les CVC
4. Amélioration des connaissances sur les méthodes participatives (besoin d'une étude comparative sur les méthodes et les approches, diffusion des résultats, partages d'expériences)
5. Renforcement du suivi- évaluation des centres alphabétisation
6. Elaboration, production et diffusion de matériels didactiques adaptés
7. Appui à la réalisation d'un répertoire de matériel
8. Appui à la réalisation d'un environnement lettré

▪ **Gestion :**

Niveau local (commune)

1. Renforcement des capacités des acteurs locaux pour assumer leurs rôles et responsabilités
 - Renforcement des capacités des structures locales de gestion (CGS, APE...) en planification, gestion, montage et conception de projets d'alphabétisation et en gouvernance
 - Renforcement des capacités des collectivités locales sur leurs rôles et responsabilités dans la gestion de l'ENF
 - Conscientisation des acteurs éducatifs à leurs rôles et responsabilités en matière de l'ENF
 - Dynamisation des commissions éducatives et prise en compte de l'ENF dans leurs plans d'action

Niveau national

2. Promotion d'une gestion partagée et efficace de l'ENF (surtout l'alphabétisation)

- Augmentation effective du crédit budgétaire ENF et en particulier en alphabétisation
- Dynamisation des cadres de concertation existants pour une gestion partenariale de l'ENF
- Dynamisation des cadres de concertation (ONG-ONG)
- Capitalisation et valorisation des innovations en alphabétisation : qualité, méthodes/approches, gestion partenariale, expérience en accès, en autonomisation
- Définition d'un mécanisme de valorisation des compétences des néo-alphabètes

Niveau ONG

3. Renforcement des capacités des ONG pour qu'elles assument plus efficacement leurs rôles et responsabilités

- Renforcement des capacités des ONG : conception des programmes d'alphabétisation, planification, collecte des données, capitalisation et gestion partenariale (rôle et responsabilités ONG-CT-ST)
- Accompagnement des initiatives de lobbying des ONG en alphabétisation

☞ Concernant World Education

Les résultats de l'étude ont permis d'élaborer un programme et des matériels d'alphabétisation appropriés aux femmes et aux jeunes filles de 15 à 24 ans, d'opter pour des femmes facilitatrices, d'ouvrir des centres autogérés par des groupements féminins (y compris la motivation des facilitatrices).

☞ Concernant Plan Mali

L'étude a fait les conclusions suivantes :

- Elargir le cadre de concertations à tous les acteurs au niveau communautaire pour expliquer clairement les stratégies alpha à développer.
- S'enquérir des attentes et besoins en alphabétisation des groupes cibles en vue d'orienter les programmes pour mieux les adapter au contexte socio-économique et culturel des zones d'intervention.
- Traduire les perceptions et les motivations des populations concernées en programme planifié répondant aux objectifs alpha soutenus. Prévoir dans chaque programme des stratégies de transfert de compétences pour créer les modalités d'un environnement lettré.

- Capitaliser et reproduire les expériences réussies pour renforcer les impacts et améliorer les acquis.
- Mobiliser les ressources et organiser les communautés pour la prise en charge endogène des activités après la phase des projets.
- Valoriser les expériences positives dans les zones enquêtées pour les mettre à profit dans l'élaboration des nouveaux programmes.
- S'inspirer des difficultés soulevées par les zones pour bâtir des stratégies plus durables.
- Responsabiliser et impliquer les zones bénéficiaires de futurs programmes alpha pour la signature d'engagement.
- Définir clairement les rôles et responsabilités de chacune des composantes des nouveaux programmes (partenaires, comités de gestions, facilitateurs).
- Formuler des attributions des conseils communaux ayant prévu dans leur PDSEC des volets d'alphabétisation.
- Concevoir un plan opérationnel de suivi évaluation par rapport aux nouveaux programmes.

3.1.4 Influence des conclusions de ces études sur les politiques et pratiques : (cas d'exemples)

Le Mali a tenu compte de certaines conclusions de ces études dans l'élaboration de sa politique de l'éducation non formelle qui est déjà validée par le gouvernement. En effet, l'approche CVC initiée par le CNR-ENF capitalise des éléments de la méthodologie Sanmogoya et de Reflect. En outre dans le passé, les buts et objectifs, les stratégies et les pédagogies d'apprentissage étaient plutôt orientés plus sur les centres d'intérêts des fournisseurs de service d'alphabétisation que la prise en compte véritable des besoins des apprenants. Ex : la CMDT mettait l'accent sur l'organisation communautaire autour de la production et commercialisation du coton en vue de se désengager. Le résultat tangible de cette intervention est qu'après s'être assurée de la présence de 2 à 3 personnes alphabétisées dans le village, capables de gérer le coton, la CMDT a pratiquement arrêté de financer l'Alphabétisation. De même, les centres d'alphabétisation de la CMDT utilisent des livrets d'alphabétisation qui ne répondaient pas aux besoins d'apprentissage de nombreux auditeurs les conduisant à désertir très tôt les centres d'alphabétisation.

B) Secteur de l'Etat :

Quelques études ont été faites sur des sujets divers :

- 1) Etude sur l'état des lieux de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, ETFP/UFAE/MB de décembre 2005 à avril 2006. Cette étude a été validée par un atelier national en octobre 2006.

- 2) Etude sur l'état des lieux de l'ENF au Mali : étude financée par l'UNESCO, elle a été validée par un atelier national regroupant les partenaires en éducation des adultes : Etat, OSC, Privé et PTF
- 3) Etude sur l'état des lieux des CED et propositions de solutions : étude menée sur financement BAD par deux consultants ; l'un international (Lawali Malam MOUSSA du Niger) et l'autre national (Moussa DIABY du Mali).

3.2 Innovations et exemples de bonnes pratiques

3.2.1 En matière de formulation des politiques, de financements, de méthodes d'enseignement et d'apprentissage

Concernant le programme d'alphabétisation développé par World Education, les membres de la communauté ont été chargés de gérer les centres d'alphabétisation depuis le début du programme et les services déconcentrés de l'éducation (AE et CAP) ont apporté un soutien technique aux facilitatrices/teurs et assuré le suivi pédagogique des centres.

3.2.2 En matière de mobilisation des apprenants, de participation de ces derniers à la conception des programmes, de leur accession au statut de partenaires

Les participants au programme d'alphabétisation de World Education ont témoigné d'une forte volonté de s'alphabétiser mais ont noté que la communauté ne peut atteindre des taux d'alphabétisation élevés sans le soutien d'autres acteurs, notamment par la formation continue des facilitatrices/teurs et des apports matériels.

3.2.3 Raisons pour lesquelles les exemples présentés ci-dessus sont considérés comme des innovations

☞ Concernant le CNRENF

A ces expériences, l'approche des compétences de vie courante développée par le CNR-ENF qui a occasionné une relecture des programmes et des matériels d'alphabétisation en usage. Actuellement, le CNR-ENF expérimente le programme et les matériels d'alphabétisation élaborés avec l'appui de l'UNICEF, du Fonds Néerlandais, du budget de l'Etat et de l'UNESCO en 11 langues nationales.

☞ Concernant ICCO

Le programme d'alphabétisation préconisé par ICCO est innovateur en ce sens qu'il intègre des activités d'influence et de plaidoyer pour la validation institutionnelle de la passerelle entre l'ENF et l'EF, l'augmentation des crédits budgétaires alloués à l'ENF, et la prise en charge de la motivation des alphabétiseurs par l'Etat et les collectivités territoriales décentralisées.

☞ **Concernant World Education**

L'approche « Sanmogoya » est innovatrice parce qu'elle est basée sur l'action, ce qui veut dire que les participants catalysent le changement. D'autre part, elle utilise le contenu qui convient le mieux aux priorités et aux besoins des communautés et groupes cibles et particulièrement les femmes. Les facilitatrices utilisent un processus de résolution de problèmes permettant aux participantes de rechercher des solutions à des problèmes concrets de leur vie tout en apprenant à lire, à écrire et à calculer. A cet effet, les facilitatrices invitent les participantes à dialoguer en s'appuyant sur les supports visuels et en leur posant une série de questions telles que : « A quel problème ces personnes sont confrontées ? Quelles sont les causes de ces problèmes ? Votre communauté ou une communauté voisine rencontre-t-elle le même problème ? Que peut-on faire pour éviter ou résoudre ce problème ?

Par ailleurs, en plus des livrets de lecture, d'écriture et de calcul, le programme utilise des jeux de lettres et le waligana (tableau de numération) ainsi que le « Kinkajou » qui est une technologie adéquate, simple et locale qui permet d'apprendre à lire, à écrire et à compter dans de bonnes conditions, la nuit.

Le système Kinkajou qui tire son nom d'un animal nocturne capable de voir dans le noir se compose d'un panneau solaire prévu pour charger tous les jours une batterie qui alimente un projecteur pour les cours du soir. Ce projecteur est utilisé en conjonction avec la méthodologie Sanmogoya. Une évaluation indépendante a trouvé les impacts positifs dans les centres utilisant les projecteurs Kinkajou. Notamment, les participants des centres à Kinkajou ont appris les leçons deux fois plus vite que ceux des centres de contrôle et présentaient de faible taux d'abandon (66,5% de moins parmi les femmes).

En réponse aux besoins exprimés par les femmes, les livrets de post alphabétisation portent sur l'éducation, la santé, l'environnement, la gestion au foyer et les activités lucratives.

De son introduction durant l'année scolaire malienne 2003/2004, le programme d'alphabétisation de World Education a réussi à **alphabétiser 17.637 apprenants dont 6.524 femmes** et en post alphabétisation **17.637 apprenants dont 2.260 femmes**, testés à travers la grille d'évaluation établie par le Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle du Mali. Les parents et les membres de la communauté qui ont acquis les compétences de lecture et d'écriture les mettent en pratique au niveau de 756 comités de gestion scolaire et/ou association de parents d'élèves. La participation de la communauté au système

scolaire s'améliore avec 1204 réunions de communauté organisées pour discuter des résultats scolaires et pour la mise en œuvre de plans d'amélioration de la qualité de l'éducation au titre des rentrés scolaires 2004/2005 et 2005/2006. World Education a remarqué une amélioration dans la qualité de la gestion scolaire par les participants au programme d'alphabétisation.

☞ **Concernant Plan Mali et Pamoja**

Le programme en expérimentation est innovateur dans la mesure où il combine les approches Reflect et STAR (Stepping Stones And Reflect) déjà en usage au Mali par des ONG nationales comme Jeunesse et Développement, ASG et ADAC.

L'approche Reflect combine les outils et techniques de la recherche participative avec les principes et les valeurs de la philosophie de Paulo Freire sans dire que STAR est un outil de communication et de formation pour aborder la vulnérabilité des jeunes et des femmes devant les décisions se rapportant à leur comportement sexuel.

La méthodologie Reflect /STAR donne aux apprenants les moyens de réfléchir sur un certain nombre de facteurs qui affectent leur vie en matière de santé sexuelle, comme les relations genres, les traditions locales, les attitudes devant la sexualité, etc. La séance d'alphabétisation s'ouvre par les échanges et les analyses sur un thème précis à travers la construction d'un outil visuel facilitant la participation de tout le monde déjà alphabétisé ou pas, hommes et femmes, jeunes et vieux. A cette étape, la prévention du VIH/SIDA fait partie du thème. Ensuite, la séance est consacrée à l'alphabétisation. L'outil et les contenus des analyses sont la base de l'apprentissage.

☞ **Résumé des différentes approches innovatrices**

Nous considérons les expériences présentées ci-dessus, développées par les ONG et le CNR-ENF comme innovatrices dans la mesure où elles mettent ***l'apprenant au centre de l'action d'alphabétisation*** afin de l'amener à intégrer l'écrit dans le développement de sa personnalité. Elles offrent également l'avantage aux apprenants de se mettre en interaction. C'est dire que toutes ces approches cherchent à ce que l'alphabétisation sert à l'apprenant dans ses activités quotidiennes et lui permette de s'intégrer dans le processus de développement. Dès lors, nous comprenons aisément que l'alphabétisation se justifie comme un moyen de démocratisation du savoir et de l'épanouissement de l'individu

4. ALPHABETISATION DES ADULTES

4.1. Définition de l’alphabétisation au Mali : C’est un processus qui permet à un citoyen d’accéder à des compétences de vie courante telles que : la lecture (un minimum de 250 mots), l’écriture, le calcul, la rédaction simple, la gestion simplifiée ; en outre, l’alphabétisation développe des compétences en santé, en environnement, en citoyenneté ; c’est un moyen de démocratisation du savoir et de l’épanouissement de l’individu.

Notons d’autre part qu’au Mali, les compétences de vie courante ont pour objet de permettre aux apprenants d’acquérir des connaissances, habiletés et comportements qui leur permettent de vivre pleinement leur vie dans un environnement changeant et de plus en plus exigeant que les apprentissages traditionnels de connaissances instrumentales ne leur permettent pas d’acquérir.

Quelques acquis de l’alphabétisation au Mali

Année	Centres alpha ouverts	Nbre apprenants inscrits		TOTAL	Animateurs/trices	Néo alphabètes
		Femmes	Hommes			
2003	7 209	-	-	170 930	19 226	121 736
2004	7569	-	-	179 476	20 187	127 822
2005	7 947			186 555	21 196	129 213
2006	2 420	32 495, soit 53,22%	28 561	61 056	3 397 dont 33,70% animatrices	52 687 dont 23,07 femmes

Le CED étant pour le Mali, une composante de l’E.N.F aux côtés de l’alphabétisation, il est opportun qu’on le définisse pour comprendre la stratégie du pays en matière d’éducation des adultes.

Le Centre d’Education pour le Développement (CED) est un cadre d’éducation, de formation et d’appui pour l’auto - promotion individuelle et collective. Son objectif est de permettre aux communautés de gérer de façon décentralisée leurs besoins éducationnels, et de développer des attitudes fondamentales par l’acquisition des outils d’apprentissage de base.

L’expérience CED à l’heure actuelle se présente ainsi au plan national :

Année	CED	Nbre apprenants		Total	FINALISTES	
		Filles	Garçons		Filles et Garçons	Formés et équipés pour insertion socio-

						économique
1993 à 1998	202	3 307	3 600	6 907		
1998 à 2001	706	8124	9 194	17 318	4 000	927
2002 à 2005	981	10 726	12 199	22 925	2861	571
2006	866	8 123, soit 45,02%	9 919	18 042	8 958 en attente de formation qualifiante	

4.2. La nouvelle politique repose essentiellement sur la promotion de la formation pré professionnelle des jeunes déscolarisés et non scolarisés de 09 à 17ans, sur la formation des adultes à partir du nouveau curriculum basé sur les compétences de vie courante. D'autre part, il faut signaler l'intérêt croissant pour la prise en charge des populations « frontalières » du Mali à travers la création d'espaces socio-éducatifs multifonctionnels que constituent les Centres d'Education pour l'Intégration (CEI). Cette approche vise à :

- ◆ corriger les inégalités d'accès aux offres d'éducation ;
- ◆ offrir aux jeunes et aux adultes des opportunités d'accès à des métiers, de renforcement de leurs compétences ;
- ◆ fixer les bras valides de ces zones défavorisées, sujettes à des tensions diverses ;
- ◆ favoriser le développement du milieu et freiner l'exode massif ;
- ◆ renforcer la paix entre les populations transfrontalières et cultiver la citoyenneté...

5. ATTENTES A L'EGARD DE CONFINTEA VI ET PERSPECTIVES D'AVENIR POUR L'EdFoA
--

5.2. **Les attentes** : CONFINTEA VI doit être un espace de plaidoyer en faveur de l'éducation et la formation des adultes, en mettant un accent particulier sur la formation des adolescents de 09 – 15 ans pour que les adultes de demain accèdent à des métiers, deviennent de vrais acteurs de développement et des citoyens patriotes.

Les attentes portent également sur :

- le point d'exécution des engagements pris par CONFINTEA V
- les échanges d'expériences porteuses,
- les stratégies de mobilisation des fonds pour l'EdFoA,
- la mise en place de mécanisme de suivi des engagements.

- 5.3. *Les perspectives d'avenir pour l'EdFoA* : suite à la Conférence Régionale Africaine sur le financement de l'alphabétisation, le Mali a élaboré un Programme Vigoureux d'alphabétisation, conformément aux vœux du Président Amadou Toumani TOURE, Chef de l'Etat. Ce programme qui est déjà en cours d'exécution à travers le projet d'alphabétisation de 50 000 (cinquante mille personnes dont 60% de femmes), accorde une grande place à l'alphabétisation citoyenne (qui concerne les Elus de la nation : Députés, Conseillers Nationaux, et les Elus locaux). Il est en outre envisagé de mener une campagne d'information sur LIFE et le document de politique nationale de l'ENF, d'organiser une table ronde sur le financement de l'ENF, impliquant notamment le secteur privé national. L'EdFoA a de bonnes perspectives de développement au Mali.

Texte rédigé par :

Moussa DIABY, coordonateur scientifique, fkaranta@yahoo.fr

Mama KOUATA, chercheur à l'ILAB

Djibril COULIBALY, DNPf/MPFEF, djibril_coulibaly2000@yahoo.fr

Sékou BOIRE, chef cellule partenariat au CNRENF

Mahamane BOURY, CCA-ONG

Mamadou KEITA, chercheur DNEB

Texte validé en atelier : (voir liste annexée)

Sous la présidence de Gouro DIALL, Conseiller Technique au MEBALN, de Nouhoum DIAKITE, Directeur du CNRENF et de Diassé CONARE, DGA/CNRENF.

Bamako, le 30/04/08

